

La machine a redémarré

Ce vendredi, 13 h 30, à l'usine toulousaine Job : pour la première fois depuis près d'un mois, la machine à papier tourne à nouveau.

Il s'est écoulé une semaine depuis la décision du tribunal de commerce de désigner un administrateur judiciaire. Et malgré cette nomination, qu'on peut considérer comme une garantie, les fournisseurs de pâte à papier se faisaient tirer l'oreille.

Pour finalement livrer, hier matin, six premiers camions. Ce qui ne signifie pas que la cadence habituelle de trois camions par jour sera vite reprise. Mais une échéance peut être respectée : il fallait impérativement que Job soit en mesure de fournir avant le 18 octobre les quelque 300 tonnes de papier couché classique haut de gamme commandés par les Musées nationaux.

Une clientèle fidèle à ne pas décevoir et perdre, car elle sert de garantie vis-à-vis de sept ou huit imprimeurs d'importance.

Une telle production représentant trois jours de travail, les délais seront (de justesse) respectés.

Appel

Soulagement dans les rangs des salariés, que ce début de reprise d'activité réconforte.

Même si mardi, ceux dont la brigade ne travaille pas doivent se mobiliser devant le tribunal de commerce, où une nouvelle audience opposera le comité d'entreprise au patron, Gecco-France, qui a fait appel de la décision prise à son encontre vendredi dernier.

Et même si le syndicat Filpac-CGT rappelle que rien n'est gagné, et qu'« il faut que les pouvoirs publics et les élus locaux interviennent afin qu'un repreneur fiable fasse vivre l'usine au-delà de trois mois ».

Conseil municipal

Les élus socialistes ont déposé un vœu pour la tenue du conseil municipal de Toulouse, lundi soir, « pour demander à la droite locale, qui compte quatre députés dans ce conseil, de tout mettre en œuvre pour que le redémarrage de l'activité se fasse dans les meilleures conditions possibles ».

Et de dénoncer « la distorsion entre le langage officiel du gouvernement concernant la création d'emplois et la réalité, sur le



Devant la machine à papier qui va redémarrer, soutenus par des personnalités socialistes et communistes des salariés luttant « pour que vive leur Job ».

terrain ». Le ministère n'ayant jamais répondu à l'intervention des parlementaires socialistes, ces derniers ont décidé de poser une question écrite à propos de Job, au Sénat.

Les élus communistes de Toulouse viennent d'interpeller le préfet, lui demandant, comme en septembre, déjà, que « dans le cadre du Comité départemental de la formation professionnelle,

de la promotion sociale et de l'emploi, selon la loi, la Commission Emploi se réunisse afin d'examiner ce dossier ».

M. H.

LA DEPECHE DU MIDI

L'HUMANITE

La direction de JOB accusée de détournement de fonds

L'usine de papier JOB est en règlement judiciaire, selon la FILPAC CGT. Les difficultés de l'entreprise résultent du pillage dont a été victime la trésorerie de JOB, servant à payer les dépenses des autres sociétés du groupe.

De notre correspondant.

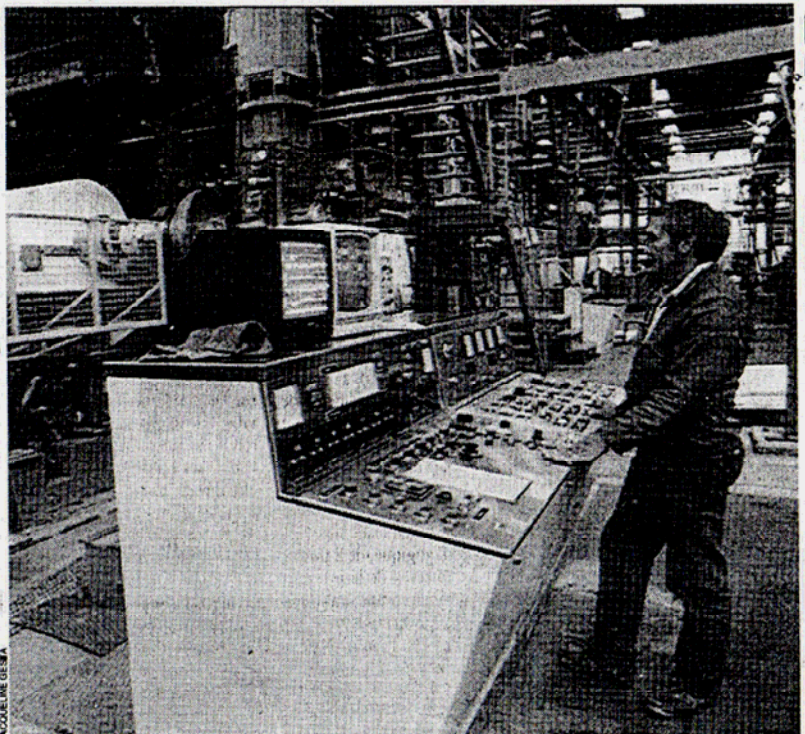
L'USINE JOB, à Toulouse, fabrique du papier haut de gamme. Parmi les clients figurent les musées nationaux, consommateurs de papier de grande qualité pour la reproduction des tableaux. Aujourd'hui, les salariés toulousains de JOB s'opposent à des manœuvres financières qui mettent en péril l'usine et ses 300 emplois. Dans un premier temps, l'actionnaire principal, Bolloré, avait cédé l'entreprise toulousaine à Gecco pour... 1 franc. Puis, il fut question de revendre JOB au groupe allemand Scheuselen. Or, celui-ci ne semble intéressé que par le label, quitte à sacrifier le site industriel et les emplois.

JOB, en cessation de paiement, a été mise en règlement judiciaire le 29 septembre. Un administrateur a été désigné pour gérer l'entreprise en lieu et place des dirigeants de Gecco.

Ces décisions du tribunal de commerce étaient d'ailleurs demandées par les salariés et leur syndicat FILPAC CGT. Selon cette organisation, les difficultés de trésorerie de JOB ne sont pas le fruit du hasard. Hier, la FILPAC CGT a accusé très clairement les dirigeants de Gecco d'avoir pillé JOB, et le syndicat, qui a divulgué des photocopies de factures et de chèques, entend ainsi démontrer que l'entreprise toulousaine servait de vache à lait, que JOB payait généreusement les dépenses de Gecco et des autres filiales du groupe : voyages en avion, règlements de factures, honoraires versés à des consultants, abonnement à un quotidien financier... Selon la FILPAC CGT, « la société Saoudi Finance Groupe venait même se servir dans les caisses de JOB ». Plus de 8 millions de francs auraient ainsi été détournés au cours de ces trois derniers mois. L'organisation syndicale parle de « piratage ».

Jean-Pierre Combebiac, secrétaire régional de la FILPAC CGT pose la question : « A qui profite le crime ? » Et le syndicaliste se dit certain de la réponse : « Derrière cette tentative de liquidation de l'entreprise, il y a Scheuselen. Le groupe allemand arriverait avec un plan financier qui épure les dettes mais liquide les emplois. »

Pour le moment, la FILPAC CGT a fait parvenir les documents en sa possession au procureur de la République, « pour que la police et la justice fassent leur travail ». D'ores et déjà, la FILPAC CGT parle de « détournement de fonds, abus de biens sociaux ».



Selon la CGT, JOB, fleuron de l'industrie toulousaine, est viable.

Hier, après quatre semaines d'interruption, la production de papier a redémarré. Les salariés ont sablé le champagne. Mais leur joie ne peut être complète tant qu'un repreneur ne s'est pas manifesté. Pour eux, « JOB est viable ». Ils ont alerté les élus locaux et le ministre de l'Industrie : « JOB fait partie du patrimoine toulousain. »

BRUNO VINCENS